

AVIS DE MARCHÉ DE SERVICES
Assistance Technique à la mise en œuvre du Programme PADDSA
Cotonou, BENIN

1. Référence de la publication

EuropeAid/139313/IH/SER/BJ

2. Procédure

Restreinte

3. Intitulé du programme

Programme d'Appui au Développement Durable du Secteur Agricole (PADDSA).

4. Financement

Convention de Financement signée entre l'Union européenne et la République du Bénin.

5. Pouvoir adjudicateur

Ordonnateur National du 11^{ème} FED, agissant au nom et pour le compte de la République du Bénin.

SPÉCIFICATIONS DU MARCHÉ

6. Nature du marché

Prix unitaires

7. Description du marché

L'objectif du présent marché est de fournir une Assistance Technique au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP), dans le cadre de l'appui complémentaire d'un appui budgétaire sectoriel. Cette Assistance Technique est constituée d'une expertise long-terme (2.640 HJ de prestation) et d'un pool d'expertises court-terme (1200 HJ de prestation).

Les domaines de l'intervention concernent : (i) le renforcement des capacités des institutions impliquées dans le pilotage de la politique sectorielle, en particulier en matière d'opérationnalisation de la chaîne Programmation-Planification-Budgétisation-Suivi (PPBS), d'analyse prospective, de coordination sectorielle, et d'accompagnement de la consolidation du cadre réglementaire, (ii) la consolidation du dispositif national de statistiques agricoles et des systèmes d'information agricole, en lien avec le cadre harmonisé de suivi des performances du secteur agricole, (iii) l'amélioration du cadre général de financement du développement agricole, en privilégiant les mécanismes qui faciliteront un accès durable des exploitations agricoles aux services de proximité.

Cela contribuera à une mise en œuvre efficace du Plan Stratégique de Développement du Secteur Agricole (PSDSA), du Plan National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNISAN) et des réformes sectorielles prévues par le Programme d'Action du Gouvernement 2016-2021 volet Agriculture (PAG-Agriculture) pour améliorer les performances globales du secteur.

La période de mise en œuvre de l'intervention s'étalera indicativement sur 48 mois à compter du mois de juillet 2018.

L'assistance technique auprès du MAEP interviendra en complémentarité avec un appui complémentaire délégué à la Coopération Technique Belge (CTB) qui assurera le renforcement des capacités des acteurs dans les territoires du Bénin. Ce dispositif d'appui complémentaire du PADDSA – Assistance Technique auprès du MAEP et convention de délégation à la CTB - assurera une cohérence d'ensemble aux interventions prévues pour accompagner la réforme du

secteur Agriculture, Elevage et Pêche, en permettant de concilier les appuis spécifiques à apporter aux organes centraux, déconcentrés et décentralisés, ainsi qu'aux acteurs professionnels et de filières.

Le Maître d'Ouvrage du programme est l'Ordonnateur National du FED, représenté par l'Unité Technique d'Appui à l'Ordonnateur National du FED (UT-FED) et le Maître d'Œuvre est le MAEP. Une régie sera mise en place auprès du Maître d'Œuvre. Le Régisseur et le Comptable élaboreront les devis-programmes de démarrage et de croisière, les exécuteront, passeront des marchés, octroieront des subventions, engageront les dépenses et effectueront les paiements correspondants.

8. Nombre et intitulé des lots

Lot unique.

9. Budget maximal

EUR 4 500 000

10. Prestations additionnelles

Le pouvoir adjudicateur peut, s'il le juge opportun, étendre la durée du projet et/ou la portée du marché sous réserve de disponibilité budgétaire. Toute reconduction du marché est subordonnée à l'exécution satisfaisante des tâches par le contractant.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

11. Éligibilité

La participation au marché est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques et morales (participant individuellement ou dans le cadre d'un groupement - consortium - de soumissionnaires), qui sont établies dans un Etat membre de l'Union européenne, dans un Etat ACP, ou dans un pays ou sur un territoire autorisé par l'accord de partenariat ACP-CE en vertu duquel le programme est financé (voir également le point 29 ci-après). La participation est également ouverte aux organisations internationales.

12. Candidature

Toute personne physique ou morale éligible (au sens du point 11 ci-dessus) ou groupement de ces personnes (consortium) peut soumettre sa candidature.

Un consortium peut être un groupement permanent doté d'un statut juridique ou un groupement informel créé aux fins d'un appel d'offres spécifique. Tous les membres d'un consortium (c'est-à-dire, le chef de file et tous les autres membres) sont conjointement et solidairement responsables devant le pouvoir adjudicateur.

La participation d'une personne physique ou morale inéligible (au sens du point 11) entraînera l'élimination automatique de la candidature concernée. Si cette personne ferait partie d'un consortium, son élimination entraînera celle du consortium dans son ensemble.

13. Nombre de candidatures

Une personne physique ou morale ne peut soumettre plus d'une candidature, quelle que soit la forme de sa participation (comme entité juridique individuelle ou comme chef de file ou membre d'un consortium présentant une candidature). Dans le cas où une personne physique ou morale soumettrait plus d'une candidature, toutes les candidatures auxquelles cette personne participe seront rejetées.

14. Interdiction des alliances entre des soumissionnaires retenus sur la liste restreinte.

Toute offre reçue de la part de soumissionnaires comprenant des sociétés autres que celles mentionnées sur les formulaires de candidature ayant servi à l'établissement de la liste

restreinte sera éliminée de la présente procédure restreinte, sauf si le pouvoir adjudicateur l'autorise au préalable (voir le Guide pratique section 2.4.3). Les candidats invités à soumissionner ne peuvent ni s'associer ni établir de relations sous-contractuelles entre eux concernant le marché en question.

15. Situations d'exclusion

Les candidats doivent joindre à leur formulaire de candidature une déclaration signée (incluse dans le formulaire type de candidature) attestant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations d'exclusion visées au point 2.3.3 du Guide pratique.

16. Possibilités de sous-traitance

La sous-traitance est autorisée.

17. Nombre de candidats invités à soumissionner

Sur la base des candidatures reçues, entre 4 et 8 candidats seront invités à présenter une offre détaillée dans le cadre du présent marché. Si le nombre des candidats éligibles satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au minimum de 4, le pouvoir adjudicateur pourra inviter les candidats qui satisfont aux critères, à présenter une offre.

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES OPÉRATIONS

18. Date prévue d'envoi des invitations à soumissionner

Le 15 février 2018.

19. Date pour le début d'exécution du marché

Le 1^{er} août 2018.

20. Période de mise en œuvre des tâches

Le programme PADDSA sera mis en œuvre durant une période de 48 mois.

CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'ATTRIBUTION

21. Critères de sélection

Les critères de sélection suivants seront appliqués aux candidats. Dans le cas où les candidatures seraient soumises par un consortium, ces critères de sélection s'appliqueront au consortium dans son ensemble, sauf disposition expresse contraire. Les critères de sélection ne s'appliqueront pas aux personnes physiques et sociétés unipersonnelles qui travaillent comme sous-traitants.

- 1) **Capacité économique et financière du candidat** (à préciser en fonction de la rubrique 3 du formulaire de candidature). Si le candidat est un organisme public, une information équivalente doit être fournie. La période de référence prise en compte correspondra aux trois derniers exercices clos (2014, 2015, 2016).
 - Le chiffre d'affaires annuel moyen du candidat doit être supérieur au budget maximum annualisé du marché, c'est-à-dire le budget maximal indiqué dans l'avis de marché divisé par la durée initiale du marché en années.
 - Le rapport de liquidité générale (actif à court terme / passif à court terme) pour le dernier exercice clos doit être au moins égale à 1 (un).
- 2) **Capacité professionnelle du candidat** (à préciser en fonction des rubriques 4 et 5 du formulaire de candidature). La période de référence correspondra aux trois derniers exercices précédant la date limite de soumission (2015, 2016, 2017).
 - Le candidat doit disposer d'au moins 10 membres permanents du personnel pour l'année 2018 et les 2 années précédentes (2016, 2017), dont au moins 5 personnes

faisant partie des effectifs du candidat travaillent actuellement dans des domaines détaillés ci-dessous en rapport avec le présent marché.

Veuillez adapter la rubrique 4 du formulaire de candidature afin de montrer clairement le nombre de personnes pour chaque domaine et chaque année.

- 3) **Capacité technique du candidat** (à préciser en fonction des rubriques 5 et 6 du formulaire de candidature). La période de référence correspond aux trois derniers exercices précédant la date limite de soumission (2015, 2016, 2017).

Les domaines de spécialisation du présent marché sont les suivants :

- 1) L'appui à la formulation et/ou à l'accompagnement de la mise en œuvre de Contrats de Performance de Réforme Sectorielle (appui budgétaire sectoriel) ;
- 2) L'appui à la mise en œuvre et au pilotage de programmes sectoriels dans le secteur du développement agricole et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'accompagnement de réformes sectorielles ;
- 3) L'appui au développement du dialogue sectoriel ;
- 4) Le renforcement des capacités institutionnelles de services en charge des statistiques agricoles et de systèmes d'information agricole;
- 5) L'appui au développement de mécanismes de financement des services à l'exploitation agricole (développement d'un mécanisme de fonds, services financiers décentralisés, compte d'affectation spécial, etc.);
- 6) L'appui institutionnel et le renforcement des capacités de structures publiques (Ministères, Agences publiques, etc.);
- 7) L'appui juridique (rédaction de loi et de décrets d'application) et le renforcement des services de contrôle de l'application des textes dans l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'environnement;
- 8) La conduite de programmes d'appui à l'insertion des jeunes hommes et femmes dans le secteur agricole;
- 9) Une expérience avérée en Afrique sub-saharienne.

Les Critères Techniques pour personnes morales et physiques sont :

- Le soumissionnaire a fourni des services dans le cadre d'au moins trois (3) marchés, couvrant au moins six (6) domaines parmi les domaines de spécialisation mentionnés ci-dessus. Les trois (3) marchés ont été exécutés à n'importe quel moment durant la période de référence.

Cela signifie que le projet auquel se réfère le candidat a pu être engagé ou finalisé à tout moment durant la période indiquée. Il n'est toutefois pas nécessaire que le projet fût finalisé durant cette période, ni mis en œuvre pendant toute la période de référence. Les candidats ou soumissionnaires peuvent se référer soit à un projet finalisé pendant la période de référence (bien que débuté avant cette période) à une partie d'un contrat qui n'a pas été encore entièrement exécuté. Dans la première hypothèse, le projet est pris en compte dans son ensemble sous couvert de preuve de bonne exécution (déclaration de l'entité qui a attribué le marché, preuve de paiement final, etc.). Dans le cas de projets en cours d'exécution, seule la partie qui a été menée à bien par le candidat peut servir de référence. Le candidat doit être en mesure de fournir la preuve documentaire de la réalisation satisfaisante de cette partie (déclaration de l'entité qui a attribué le marché, preuve de paiement, etc.) et du montant correspondant. Si le projet auquel il est fait référence a été mis en œuvre par un consortium, au cas où un critère de sélection relatif à la pertinence de l'expérience est utilisé, les pièces justificatives doivent montrer clairement la part que le candidat a achevée, ainsi que la description de la nature des services réalisés.

Une expérience antérieure qui aurait abouti à une rupture de contrat et une résiliation de la part d'un pouvoir adjudicateur, ne peut pas être utilisée comme référence.

Un opérateur économique peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit dans ce cas prouver au pouvoir adjudicateur qu'il disposera des moyens nécessaires pour l'exécution du marché, par exemple par la production de l'engagement de ces entités de les mettre à sa disposition. Ces entités, par exemple la société mère de l'opérateur économique, sont tenues au respect des mêmes règles d'éligibilité – notamment celle de nationalité – et doivent répondre aux mêmes critères de sélection que l'opérateur économique. En ce qui concerne les critères techniques et professionnels, un opérateur économique ne peut avoir recours aux capacités d'autres entités que lorsque ces dernières exécuteront les travaux ou fourniront les services pour lesquels ces capacités sont requises. Pour ce qui est des critères économiques et financiers, les entités aux capacités desquelles le soumissionnaire a recours deviennent conjointement et solidairement responsables de l'exécution du marché.

Si le nombre de candidatures éligibles satisfaisant à l'ensemble des critères de sélection est supérieur à huit, les atouts et faiblesses des applications de ces candidats doivent être réexaminés pour identifier les huit meilleures candidatures pour l'appel d'offres. L'élément qui sera pris en considération dans ce réexamen est le suivant :

- le plus grand montant total des prestations exécutées à n'importe quel moment durant la période de référence par des marchés de services similaires au présent avis de marché.

22. Critères d'attribution

Le meilleur rapport qualité/prix.

CANDIDATURE

23. Date limite de réception des candidatures

Le 31 Janvier 2018, à 18 heures à Cotonou, heure locale au Bénin (GMT+1).

Il ne sera pas tenu compte des candidatures reçues après la date limite.

24. Modalités de présentation des candidatures et renseignements à fournir

Les candidatures doivent être rédigées uniquement au moyen du formulaire de candidature standard, dont le format et les instructions doivent être strictement respectés. Ce formulaire de candidature est disponible à l'adresse Internet suivante:

<http://ec.europa.eu/europeaid/prag/annexes.do?chapterTitleCode=B>

La candidature doit être accompagnée d'une déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et de sélection, sur la base du modèle disponible à l'adresse internet suivante :

<http://ec.europa.eu/europeaid/prag/annexes.do?chapterTitleCode=A>

Tout document supplémentaire (brochure, lettre, etc.) joint à la candidature ne sera pas pris en considération.

25. Modalités d'envoi des candidatures

Les candidatures doivent être transmises en français exclusivement au pouvoir adjudicateur :

- SOIT par **courrier recommandé** (service postal officiel), à l'adresse suivante :

L'Ordonnateur National du FED-Unité Technique d'Appui à l'Ordonnateur National

Ministère de l'Economie et des Finances
Av. Jean Paul II (Route de l'Aéroport)
BP 963 Cotonou-République du Bénin
Tél. +229 21 30 23 13 - Fax : +229 21 30 13 62
E-mail : utfed@yahoo.com; utfed@finances.bj

Dans ce cas, le registre de livraison atteste du respect de la date limite de réception des offres.

- SOIT par **porteur** (notamment les services de messagerie express) déposant **directement** la candidature auprès du pouvoir adjudicateur, contre accusé de réception signé et daté, à l'adresse suivante:

L'Ordonnateur National du FED-Unité Technique d'Appui à l'Ordonnateur National

Ministère de l'Economie et des Finances
 Av. Jean Paul II (Route de l'Aéroport)
 BP 963 Cotonou-République du Bénin
 Tél. +229 21 30 23 13 - Fax : +229 21 30 13 62
 E-mail : utfed@yahoo.com; utfed@finances.bj

Heures d'ouverture 8h00 à 12h00 dans la matinée et 15h00 à 18h00 dans l'après-midi les jours ouvrables et non fériés.

Dans ce cas, l'accusé de réception atteste du respect de la date limite de réception des offres.

L'intitulé du marché et le numéro de l'avis de marché (voir rubrique 1 ci-dessus) doivent figurer lisiblement sur l'enveloppe contenant la candidature et doivent être mentionnés dans toute correspondance ultérieure avec le pouvoir adjudicateur.

Les candidatures soumises de toute autre façon seront écartées.

En soumettant une candidature, les candidats acceptent d'être tenus informés de l'issue de la procédure par voie électronique. Une telle notification est réputée avoir été reçue le jour de son envoi, par le pouvoir adjudicateur, à l'adresse électronique mentionnée dans la candidature.

26. Modification ou retrait des offres

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre moyennant une notification écrite avant la date limite de remise des offres. Aucune offre ne saurait être modifiée après ce délai.

La notification de modification ou de retrait doit être rédigée et présentée conformément au point 25. L'enveloppe extérieure (et, le cas échéant, l'enveloppe intérieure) doit porter la mention «modification» ou «retrait», selon le cas.

27. Langue opérationnelle

Toutes les communications par écrit pour cette procédure d'appel d'offres et ce marché doivent être en français.

28. Date de publication de l'avis de pré-information

Numéro et date de l'avis au JO S : 213, le 07 novembre 2017, EuropAid/139313/IH/SER/BJ.

29. Base juridique

Annexe IV de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié à Luxembourg le 25 juin 2005 et à Ouagadougou le 22 juin 2010. La référence renvoie à l'annexe IV telle que révisée par la décision n°1/2014 du Conseil des ministres ACP-UE du 20 juin 2014.

30. Information complémentaire

Les questions et demandes de clarifications éventuelles à propos de cet Avis de Marché peuvent être envoyées par e-mail, en mentionnant clairement la référence de publication (§1 ci-dessus), à la boîte fonctionnelle suivante : E-mail : utfed@yahoo.com